

**Arrêté temporaire n°ST23_613
Portant réglementation de la circulation**

RUE DE L'HOPITAL (D96) et RUE FRANCOIS BOULANGER

Monsieur le Maire Vice-Président de la CAB,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
VU l'autorisation de voirie n° ST23_613AV,
VU l'arrêté notifié le 6 juillet 2020 portant délégation de signature à M. le 5ème adjoint au Maire,
VU la demande émise par AFM TELETHON aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,
VU l'avis de la MDADT en date du : [30/11/2023](#) ,
CONSIDÉRANT que l'organisation d'une course sportive "les foulées de l'espoir" rend nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le 08/12/2023 RUE DE L'HOPITAL (D96) et RUE FRANCOIS BOULANGER,

ARRÊTE

Article 1

Le 08/12/2023, l'évènement motivant le présent arrêté aura lieu RUE DE L'HOPITAL (D96) et RUE FRANCOIS BOULANGER.

La marche (ou course) "les foulées de l'espoir" se fera exclusivement sur le trottoir. Par précaution, la circulation sera restreinte de 18h à 20h, au moment du passage des participants.

Article 2

Le présent arrêté devra être affiché sur le site pendant toute la durée du chantier.

Article 3

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, AFM TELETHON.

Article 4

Monsieur le Maire Vice-Président de la CAB, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques et la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Saint-Martin-Boulogne, le 29/11/2023
Pour le Maire,
Adjoint à la sécurité

Maxence DECAIX 

DIFFUSION:

- AFM TELETHON
- la Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.